



DEPARTEMENT DE L'HERAULT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES
ORDURES MENAGERES PEZENAS-AGDE**

SEANCE du 16/02/2021

DLB 2021/415

L'an deux mille vingt un et le mardi 16 février à 17h00, les membres du Comité Syndical du SICTOM Pézenas-Agde se sont réunis en session ordinaire, au Théâtre de l'Ardillon à Vias, sous la Présidence de Monsieur Armand RIVIERE, 1^{er} Vice-Président en l'absence de Monsieur Sébastien FREY, Président.

Date de la convocation : 10/02/2021

Affichage de la convocation : 10/02/2021

Etaient Présents : 52

Gérard ABELLA, André ALBERTOS, , Gérard ALLARD, Claude ALLINGRI, Alice ARRAEZ, Philippe AUDOUI, Jean AUGÉ, Marie BALLESTERO, Mathieu BENEZECH, Jean BLANQUEFORT, Jérôme BONNAFOUX, Jean-Marie BOUSQUET, Francis BOUTES, , Didier BRESSON, Jacques CANTAGRILL, Jordan DARTIER, Gilles D'ETTORE, Philippe ENJERLIC, Michel FARENC, Philippe FAURE, Julie GARCIN SAUDO, Didier GROUSELLE, Frédéric GUARNIERI, Chantal GUILHOU, Michel GUTTON, Vincent HUGOT-CONTE, Bernard ICHE, Jean-Louis LAUX, Caroline LEVANNIER, Christophe LLOP, Georges LOPEZ, Laurence MABELLY, Claude MARCO, Pierre MARHUENDA, Gérard MARTINEZ, Marie-Hélène MATTIA, Carole MAUREL, Bernard MONTAGUD, Christiane MOTHES, Jean-René PENAS, Gérard PERRIN, Lionel PUCHE, Françoise QUEUX, Daniel RENAUD, Véronique REY, Armand RIVIERE, Régine ROSENFELD, Jean ROUSSEL, Bernard SAUCEROTTE, Jean-Louis THERON, René VERDEIL, Claude VISTE.

Absents représentés par leur suppléant : 3

Bertrand GELLY représenté par Pierre ALAUX, Pierre-Jean ROUGEOT représenté par Stéphan BOYER, Stéphane PEPIN-BONET représenté par Marie-Laure LLEDOS,

Absents Excusés : 49

Jean-Louis ABADIE, Stéphanie BARRAU, Claude BASTIER, Viviane BAUDE-TOUSSAINT, Louis BENTAJOU, Olivier BRUN, Francis CASTAN, Patrick CATHALA, Jean-Jacques CORON, Sandrine DENIER, Francis FORTE, André FRETAY, Sébastien FREY, Vincent GAUDY, Robert GELY, Gil GEORGERENS, Rémy GLOMOT, Joséphine GROLEAU, Evelyne GUY, Jean-François HIGONENC, Bruno JULIEN, Blandine LAIRD, Sylvie LERMET, Michel LOUP, Dominique MARCOS, Pierre MARTINEZ, Fabrice MAURRAS, Françoise MEMBRILLA, Philippe NAVARRO, Louis PASCAL, Christophe PASTOR, Christian PEREZ, Christine PRADEL, Jean-Claude RENAUD, Joël RIES, Thierry ROQUE, Frédéric ROYE, Gaby RUIZ, Véronique SALGAS, Michel SALLES, Marie-Agnès SCHERRER, Edgar SICARD, Alain SICILIANO, Isabelle SILHOL, Bernadette TAURINES-FARO, Christophe THOMAS, Jean-Michel ULMER, Sylvian VIALE, Nicole VICENTE.

Secrétaire de séance : Pierre MARHUENDA

Objet : Rapport suite au Débat d'Orientation Budgétaire

1/Un contexte de crise inédite :

Si cette crise a permis à la collectivité de réaliser des économies en termes de masse salariale, elle a aussi entraîné des dépenses supplémentaires dans son fonctionnement courant avec le recours accru à des prestations extérieures notamment pour les opérations de tri de la collecte sélective suite à la fermeture de notre centre de tri etc...

2/Une tendance à la dégradation des comptes, constatée depuis 2018 :

Concernant les recettes, la décrue régulière observée ces dernières années sur la revente des matériaux issus de la collecte sélective et le paiement des accès des professionnels en déchèteries se poursuit. A ce phénomène, s'ajoute la neutralisation des périodes de confinement pour les professionnels ayant subi une fermeture administrative entraînant une perte de recettes de 400K€ par rapport au prévisionnel 2020. **L'exercice budgétaire se termine sur un léger excédent, d'un niveau insuffisant pour une collectivité comme le SICTOM. Il est impératif d'inverser la tendance enregistrée au cours des 3 derniers exercices budgétaires afin de conserver au SICTOM sa capacité à assurer un service public de qualité ainsi que sa capacité à réaliser les investissements utiles à l'accomplissement de sa mission qui s'inscrit dans le cadre d'une nécessaire transition écologique. Tel est l'objectif fixé pour l'année 2021.**

PREVISION DE RESULTAT EXERCICE 2020

Fonctionnement :

Le chapitre 011 accuse une augmentation de 1,196 M€ entre 2019 et 2020, soit 7,8% d'augmentation (15,195M€ en 2019 contre 16,391 m€ en 2020) avec des disparités importantes au sein du chapitre. Une attention particulière sur l'article 611 « Contrats de prestation de service », qui enregistre à lui tout seul une augmentation de 2,75 M€ (+30 %)

Ce montant s'explique notamment par :

- Une augmentation globale du coût de traitement de 1,74M€ dont :
 - 140 K€ de dépenses non engagées en 2019 et non rattachées à ce même exercice, venant directement impacter le budget 2020
 - 1046 K€ dû à l'amortissement financier des emprunts souscrits pour financer l'unité de valorisation et intégré dans les factures de traitement d'OEKOMED.
 - 240 K€ supplémentaires pour le traitement des encombrants, suite au nouveau marché (+7% d'augmentation sur le tarif)
- 600 K€ pour l'externalisation des opérations de tri de la collecte sélective suite à la fermeture temporaire de notre centre de tri au début de la crise sanitaire (non prévu initialement au budget)
- 100 K€ de prestations supplémentaires concernant la collecte de nouveaux PAV sur Agde.

Le Chapitre 012 baisse de 2,5% suite aux épisodes COVID et un recours *a minima* aux saisonniers et aux recrutements sur la base de l'accroissement d'activités. Pendant toute la première période de confinement, les agents présents issus de service dont les activités ont été suspendues, ont été redéployés sur les métiers essentiels comme la collecte et l'accueil en déchèterie. Au total, le volume d'ETP pour les remplacements et/ou renfort saisonnier tel qu'initialement prévu n'a pas été employé, permettant la réalisation d'économies de masse salariale.

Les autres chapitres sont peu sujets à fluctuation puisqu'ils concernent le remboursement de la dette, les indemnités des élus, les annulations etc.

En recettes : la neutralisation d'une partie de la RS pour les professionnels et de leurs apports directs au quai de transfert a généré une perte potentielle de 400 k€ par rapport au budget prévisionnel, calqué sur le niveau de recettes du CA 2019.

Les recettes issues de la revente des matériaux reculent de nouveau par rapport à 2019 de 311 K€

Au global, malgré un suivi rigoureux, le montant total des recettes de la section de fonctionnement accuse un recul de 234 K€, soit -0,73% par rapport à l'exercice précédent. **L'excédent est de 535 K€ en 2020 (978K€ en 2019)**

D'un point de vue plus général, cette situation dégradée a obligé le SICTOM à avoir recours à 2 reprises à la ligne de trésorerie pour faire face à des décalages de recettes et des opérations de décaissement

Accusé de réception en préfecture
034-2534400485-20210224-DIB20210216-15 DE
Reçu le 24/02/2021

Notre niveau de trésorerie ne nous permet plus d'absorber les retards dans les versements. La régularité de ces versements devient primordiale pour une gestion optimale de notre trésorerie.

Investissement

En 2020, la collectivité aura consacré 4,156 M€ en investissement (hors remboursement de la dette) dont 3,112 M€ destinés à renouveler son matériel d'exploitation avec plus particulièrement :

1 chargeuse : 169 800 €

6 BOM : 1 026 000 €

AUTRES :

- Serveur informatique pour 114 000 €
- 3 compacteurs de déchèterie : 353 000 €
- 1 chariot élévateur : 86 000 €
- Bacs, conteneurs et bennes : 955 600 €

Les travaux d'extension du bâtiment administratifs sont terminés et les agents ont pu se redéployer dans les nouveaux locaux, permettant ainsi la restitution d'une partie des modules légers pris en location. Le reste des dépenses d'investissement représente des frais d'études pour le schéma directeur de collecte ainsi que celui des déchèteries et les études préalables à la construction du centre de tri mutualisé.

Enfin, sur le budget 2021, il conviendra d'inscrire la somme de 1 049 239 € en restes à réaliser, correspondant à du matériel commandé en 2020 dont la livraison interviendra en 2021 (2 polybennes, 1 benne ordures ménagères, 1 porte-char, 87 colonnes aériennes, 3 conteneurs maritimes, etc....).

Pour financer ces investissements, outre ses fonds propres, le SICTOM a contracté un emprunt de 2,3M€ sur une durée de 10 ans au taux actuariel fixe de 0,39%.

L'excédent constaté sur l'exercice 2020 est de 60 K€.

ETAT DE LA DETTE AU 31/12/2020

| ANNEE REALISATION | LIBELLÉ | PRÉTEUR | DURÉE EN ANNÉES | TYPE TAUX | INDICE | TAUX ACTUARIEL (%) | PÉR IOD E | DATE 1ÈRE ANNÉE INTÉRÊT | DATE 1ÈRE ANNÉE AMORT. | CAPITAL | ENCOURS AU 31/12/2020 | ICNE | INTÉRÊT | AMORT | ANNUÉ |
|-------------------|------------------------------------|-----------------------------|-----------------|-----------|-----------|--------------------|-----------|-------------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| 2002 | INVESTISSEMENT 2002 | 00521 - CAISSE D EPARGNE | 20 | F | TAUX FIXE | 5,09 | T | 25/07/2003 | 25/07/2003 | 750 000,00 | 139 107,48 | 1 275,16 | 8 558,43 | 50 981,13 | 59 539,56 |
| 2006 | FINANCEMENTS 2006 | 01969 - SOCIETE GENERALE | 15 | F | TAUX FIXE | 3,96 | T | 22/03/2007 | 22/03/2007 | 4 000 000,00 | 266 666,48 | 260,00 | 16 900,00 | 266 666,68 | 283 566,68 |
| 2005 | INVESTISSEMENTS GLOBALISES | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 15 | F | TAUX FIXE | 3,45 | T | 01/03/2006 | 01/03/2006 | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 567,97 | 167 196,80 | 170 764,77 |
| 2004 | DECHETTERIE | 00521 - CAISSE D EPARGNE | 22 | V | EI2M-POST | 3,60 | A | 25/03/2005 | 25/03/2005 | 150 000,00 | 36 841,43 | 214,66 | 17,70 | 9 982,30 | 10 000,00 |
| 2004 | INVEST 2004 : REHABILITATION DE CH | 00521 - CAISSE D EPARGNE | 25 | F | TAUX FIXE | 2,90 | A | 25/01/2006 | 25/01/2006 | 55 000,00 | 23 664,21 | 773,91 | 12,94 | 2 274,65 | 2 287,59 |
| 2004 | CONSOLIDATION PARTIELLE LC N°ALP | 00521 - CAISSE D EPARGNE | 25 | F | TAUX FIXE | 2,25 | A | 25/01/2006 | 25/01/2006 | 65 000,00 | 31 228,00 | 211,59 | 15,29 | 2 688,22 | 2 703,51 |
| 2008 | EMPRUNT 2008 | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 20 | F | TAUX FIXE | 5,22 | M | 26/01/2009 | 26/01/2009 | 1 000 000,00 | 399 999,52 | 284,44 | 21 866,64 | 50 000,04 | 71 866,68 |
| 2007 | EMPRUNT 2007 | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 15 | F | TAUX FIXE | 4,68 | T | 28/03/2008 | 28/03/2008 | 1 000 000,00 | 133 333,16 | 51,11 | 8 049,99 | 66 666,68 | 74 716,67 |
| 2001 | DECHETTERIE D'UN MONTANT DE 1789 | 00521 - CAISSE D EPARGNE | 25 | F | TAUX FIXE | 5,86 | S | 25/05/2002 | 25/05/2002 | 178 790,00 | 76 498,76 | 441,40 | 4 846,04 | 9 937,10 | 14 783,14 |
| 2009 | INVESTISSEMENTS 2009 | 00521 - CAISSE D EPARGNE | 12 | F | TAUX FIXE | 2,17 | M | 25/01/2010 | 25/01/2010 | 1 000 000,00 | 83 333,92 | 30,58 | 2 045,92 | 83 333,28 | 85 379,20 |
| 2013 | INVESTISSEMENTS 2012 D'UN MONTAN | 00521 - CAISSE D EPARGNE | 15 | F | TAUX FIXE | 4,48 | M | 25/03/2013 | 25/03/2013 | 300 000,00 | 143 333,02 | 104,16 | 6 721,65 | 20 000,04 | 26 721,69 |
| 2013 | INVESTISSEMENT 2012 | 00516 - CAISSE DES DEPOTS E | 15 | F | TAUX FIXE | 4,80 | A | 30/04/2013 | 30/04/2013 | 400 000,00 | 217 537,02 | 9 421,30 | 10 553,25 | 25 297,52 | 35 850,77 |
| 2015 | EMPRUNT 2015 | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 0 | F | TAUX FIXE | 2,67 | M | 01/04/2015 | 01/04/2015 | 430 000,00 | 306 374,77 | 668,92 | 8 332,14 | 21 500,04 | 29 832,16 |
| 2015 | INVESTISSEMENT 2015 | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 20 | F | TAUX FIXE | 1,95 | T | 01/12/2015 | 01/12/2015 | 1 475 000,00 | 1 087 812,50 | 1 731,43 | 21 657,60 | 73 750,00 | 95 407,60 |
| 2015 | EMPRUNTS 2015 INVESTISSEMENT | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 25 | F | TAUX FIXE | 2,09 | T | 01/12/2015 | 01/12/2015 | 1 525 000,00 | 1 204 750,00 | 2 058,11 | 25 478,94 | 61 000,00 | 86 478,94 |
| 2015 | EMPRUNT 2015 INVESTISSEMENT | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 15 | F | TAUX FIXE | 1,69 | T | 01/12/2015 | 01/12/2015 | 770 000,00 | 500 500,07 | 688,19 | 8 787,63 | 51 333,32 | 60 120,95 |
| 2016 | REQUALIFICATION QT A GDE | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 15 | F | TAUX FIXE | 0,97 | M | 01/01/2017 | 01/01/2017 | 500 000,00 | 366 666,56 | 287,22 | 3 616,39 | 33 333,36 | 36 949,75 |
| 2016 | EXTENSION SIEGE | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 20 | F | TAUX FIXE | 1,19 | M | 01/01/2017 | 01/01/2017 | 250 000,00 | 199 999,84 | 193,33 | 2 398,54 | 12 500,04 | 14 898,58 |
| 2016 | MATERIELS ROULANTS | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 8 | F | TAUX FIXE | 0,59 | M | 01/01/2017 | 01/01/2017 | 200 000,00 | 100 000,16 | 44,17 | 601,80 | 24 999,96 | 25 601,76 |
| 2016 | REQUALIFICATION QT A GDE | 00516 - CAISSE DES DEPOTS E | 15 | F | TAUX FIXE | 0,93 | T | 11/04/2017 | 11/04/2017 | 500 000,00 | 381 547,78 | 557,91 | 3 764,63 | 32 004,25 | 35 768,88 |
| 2016 | EXTENSION SIEGE | 00516 - CAISSE DES DEPOTS E | 20 | F | TAUX FIXE | 1,14 | T | 11/04/2017 | 11/04/2017 | 250 326,30 | 207 700,37 | 368,32 | 2 435,70 | 11 554,54 | 13 990,24 |
| 2019 | INVESTISSEMENTS 2018 | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 7 | F | TAUX FIXE | 0,78 | M | 01/04/2019 | 01/04/2019 | 3 000 000,00 | 2 264 695,74 | 1 415,43 | 18 698,94 | 421 354,86 | 440 053,80 |
| 2019 | FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 15 | F | TAUX FIXE | 0,47 | M | 01/01/2020 | 01/01/2020 | 1 000 000,00 | 935 746,02 | 407,81 | 5 000,28 | 58 899,47 | 63 899,75 |
| 2019 | FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 10 | F | TAUX FIXE | 0,35 | M | 01/01/2020 | 01/01/2020 | 1 500 000,00 | 1 364 568,20 | 375,25 | 4 639,89 | 135 435,21 | 140 075,10 |
| 2020 | INVESTISSEMENTS 2020 | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 10 | F | TAUX FIXE | 0,39 | M | 28/01/2021 | 28/01/2021 | 2 300 000,00 | 2 300 000,00 | 299,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | | | | | | 24 599 116,30 | 12 771 905,01 | 22 163,99 | 188 568,30 | 1 692 689,49 | 1 881 257,79 |

L'encours de la dette est de 12 771 905€ au 31/12/2020, en légère augmentation par rapport à l'encours du 31/12/2019 (12 175 553 €). Le ratio d'endettement (encours/ recettes réelles de fonctionnement) s'établit, au 31/12/2020 à 40,13% contre 39,3% l'année précédente. Il reste à un bon niveau.

Au 31/12/2020, la capacité de désendettement de la collectivité (encours dette/épargne brute) est de 6,10 années.

Le taux d'épargne brute s'établit à 6,6% (objectif mini 10%).

L'année 2021 voit se prolonger la crise sanitaire avec des perspectives économiques qui ont du mal à se dessiner et qui peuvent impacter à nouveau le niveau de recettes de la collectivité pour la partie concernant les prestations aux professionnels (RS, accès en déchèterie) ou pour les reventes de matériaux dont les cours restent incertains.

L'étude concernant l'optimisation de la collecte touche à sa fin et le SICTOM devra valider sa nouvelle stratégie de collecte, visant à remplacer la collecte en Benne à Ordures Ménagères (BOM) des bacs classiques par une collecte en Polybennes pour les Points d'apport volontaire (PAV). Ce nouveau mode de collecte porterait sur les cœurs de ville avec ou sans les zones pavillonnaires périphériques. Une période de transition ne peut être évitée pendant laquelle il faudra tenir compte de coûts de collecte supplémentaires.

Concernant **l'étude relative à l'élaboration du futur schéma directeur des déchèteries**, des scénarii ont été évoqués mais demandent encore de la réflexion sur l'orientation qui sera retenue. Des lignes directrices devraient émerger dans le courant de l'année et seront discutées avec l'ensemble des élus du Comité Syndical et la discussion pourra être élargie avec les maires des communes concernées. Le SICTOM, à travers la SPL OEKOMED, travaille conjointement avec 6 autres EPCI à la construction **d'un nouveau centre de tri sur le territoire de St Thibéry**. Le mode de dévolution de la consultation a été entériné par les parties prenantes et le cahier des charges de la consultation va être lancé. L'objectif fixé à la SPL est de pouvoir ouvrir ce nouveau centre de tri le 1^{er} janvier 2023, date à laquelle les règles relatives à l'extension des consignes de tri s'appliquent. Cela reste un objectif ambitieux en termes de délai, nécessitant une forte implication des élus et des techniciens.

La collecte des biodéchets démarrée en 2018 mais dont le déploiement a été stoppé en 2020, va reprendre en 2021 sur la base de 2 axes : une étude préalable suivie de la mise en place de composteurs partagés sur 9 communes du nord du territoire et le déploiement de la collecte en cœur de ville/village pour celles déjà collectées en biodéchets.

Afin de mener l'ensemble de ces projets, je vous propose de fixer des orientations budgétaires permettant à notre syndicat de recouvrer des équilibres budgétaires à un horizon de 3 ans.

Ces orientations se déclinent en 3 axes :

1/ Contenir l'évolution des dépenses de fonctionnement à +1%/an (incluant les augmentations de TGAP)

2/ Assurer la croissance des recettes de fonctionnement de +1,7%/an

3/ Stabiliser l'encours de la dette à son niveau actuel (12,8M€)

FONCTIONNEMENT 2021

1/ DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : CONTENIR L'EVOLUTION A 1% PAR AN

Le budget 2021 sera fortement contraint en fonctionnement, obligeant les services à réfléchir pour trouver toute solution permettant de travailler aussi bien avec des moyens financiers resserrés.

L'enjeu est important car si le montant prévisionnel prévu au chapitre 011 est de 16 571 K€, c'est-à-dire quasiment stable (+1,1%) par rapport au CA 2020 (16 400 K€), il devra absorber 500 K€ correspondant à la hausse de la TGAP qui passe en 2021 de 18 €/tonne à 30 €/tonne.

Toutes les actions permettant de réduire les déchets à la source, d'en extraire les matières valorisables y compris les biodéchets, viendront en atténuation de ce surcoût car en évitant l'enfouissement, ils échappent ainsi à la TGAP.

Afin de bien appréhender les enjeux financiers, le coût pondéré du traitement de nos déchets ménagers est passé de 111,58 €/tonne TTC en 2019 à 141,93 € TTC en 2020. Ce coût est estimé à 150 €TTC/ tonne pour 2021 (comparable aux coûts pratiqués par ailleurs dans le secteur privé pouvant atteindre 179 €/tonne enfouie TTC). Cependant, le fait de maîtriser l'outil de traitement permet de réduire les perspectives de dérives de prix liées plus particulièrement à la raréfaction des exutoires. Par ailleurs, l'unité de traitement Valohé cherche toujours à améliorer son taux de refus afin de réduire les tonnages envoyés à l'enfouissement. Dans les années à venir, des possibilités de traitement de tonnages extérieurs supplémentaires pourraient venir minorer le coût à la tonne en répartissant les frais fixes financiers sur une assiette plus large de tonnage.

La masse des charges de personnels

| Compte administratif 2020 | Montant |
|-----------------------------|--------------------|
| Rémunération des titulaires | 5 280 112 € |
| Régime indemnitaire | 1 461 960 € |
| NBI | 44 157 € |
| Heures supplémentaires | 127 431 € |

L'évolution des effectifs**Postes permanents**

Les effectifs sont affectés comme suit :

| | |
|--------------------------------------------------------|-------------------|
| La Direction générale | 1 poste |
| Le Pôle Administration et Finances | 32 postes |
| - Service Secrétariat moyens généraux | 16 postes |
| - Service Finances | 9 postes |
| - Direction Contrôle continu et pilotage | 7 postes |
| Le Pôle Développement et Service au Public | 204 postes |
| - Direction juridique et foncière | 3 postes |
| - Coordination des déchèteries et unités industrielles | 101 postes |
| - Coordination collecte | 100 postes |
| Le Pôle Dialogue Interne et Relations publiques | 27 postes |
| - Service relation aux usagers | 14 postes |
| - Service communication | 6 postes |
| - Direction ressources humaines | 7 postes |
| - | |

Soit un total de 264 postes permanents

Les charges de personnel du CA 2020 sont en baisse par rapport au CA 2019 avec un montant de 12 876 398 M€ (soit -2,4%). Cette baisse est liée principalement au contexte de crise sanitaire qui, suite au confinement entre mars 2020 et mai 2020, a mis à l'arrêt des activités comme le centre de tri ou les déchèteries et a freiné le recrutement

La crise sanitaire a entraîné une sous-consommation importante des charges de personnel estimée à 659 561 € par rapport à une prévision initiale de 13 535 959 €.

Par ailleurs, les charges de personnel prennent en compte la prime exceptionnelle liée à la crise sanitaire de la Covid-19 versée à 196 agents pour un montant de 93 960 €.

Postes non permanents :

Le coût des non permanents a baissé en 2020. Au sein de cet effectif, l'on distingue les remplaçants (agents recrutés lors des congés annuels ou maladie par exemple), les besoins saisonniers (renfort des services pendant la saison), les besoins pour accroissement temporaire d'activité (pour des missions ponctuelles nécessaires au fonctionnement des services) et les contrats « parcours emploi compétences ».

Ces postes non permanents (remplacements, saisonniers, surcroit d'activité) correspondent à environ 81 ETP + 4 ETP pour les contrats aidés (PEC).

En synthèse, le taux de réalisation du BP 2020 sur le chapitre 012 s'élève à 95,12%

La structure des effectifs

La répartition des effectifs budgétés par catégorie hiérarchique :

- 4.25 % de catégorie A 10
- 3.45 % de catégorie B 8
- 92.30 % de catégorie C 222

La répartition des agents permanents à temps partiel par catégorie hiérarchique :

| TEMPS PARTIEL | CATEGORIE A | CATEGORIE B | CATEGORIE C |
|---------------|-------------|-------------|-------------|
| 80% | | 1 | 3 |
| 50% | | | 1 |

Informations complémentaires :

- Indemnités des élus

| 2020 | Taux | MONTANT | MENSUEL | ANNUEL |
|--------------------------------------------------|---------|------------|-------------|--------------|
| Indemnité mensuelle brute pour le Président | 35.44 % | 1 378.40 € | 1 378.40 € | 16 540.80 € |
| Indemnité mensuelle brute pour un vice-président | 17.72 % | 689.20 € | 10 338.00 € | 124 056.00 € |
| | | | 11 716.40 € | 140 596.80 € |

- Avantages en nature

| NATURE DE L'AVANTAGE | NOMBRE | MONTANT 2020 |
|----------------------|--------|--------------|
| LOGEMENT FONCTION | 1 | 9 108 € |
| VEHICULE DE FONCTION | 3 | 6 876 € |

2 Les orientations pour 2021 et les impacts budgétaires

2.1 Les éléments contextuels :

Le contexte actuel de crise sanitaire laisse peser encore des incertitudes surtout pour la première partie de l'année. Néanmoins il est prévu une évolution maîtrisée des dépenses de personnels pour 2021.

Les mesures nationales 2021 sur l'évolution des charges de personnel sont :

- **Le Glissement Vieillesse et Technicité et le Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR)** ayant pour objectif de mieux reconnaître l'engagement des fonctionnaires civils et militaires en revalorisant leur carrière. Ainsi, au 1er janvier 2021, le minimum de traitement de la fonction publique sera porté à 1 546,39€ (soit +6,8% ou 98,41€), concernant les agents de catégorie C. Il s'agit de sa mise en application du dernier palier prévu dans l'accord PPCR.
Ces mesures sont estimées à environ 40 000 €.

- **Le taux du SMIC horaire 2021 progressera de 1.2%** par rapport à 2020 et sera de 10,15€ brut soit pour un contrat de travail de 35 heures par semaine, un SMIC mensuel de 1539,42€ et annuel de 18 473€. Les apprentis sont, entre autres, concernés par cette évolution.
- **Les taux de cotisations CNFPT, Centre de Gestion, Ircantec, Rafp et Atial** ne devraient pas évoluer en 2021 contrairement aux cotisations Urssaf qui pourraient augmenter dans la Loi de Finances pour la Sécurité Sociale 2021.

| Budget Prévisionnel 2021 | Montant |
|-----------------------------|--------------------|
| Rémunération des titulaires | 5 380 000€ |
| Régime indemnitaire | 1 530 000 € |
| NBI | 46 000 € |
| Heures supplémentaires | 150 000 € |

Les perspectives internes liées aux agents titulaires :

Les points d'évolution des rémunérations des agents titulaires sont les suivants :
Enveloppe prévisionnelle relative aux avancements d'échelon : **33 000 euros**

Accusé de Développement professionnel relative aux avancements de grade et à la promotion interne : 10 000 euros
034-253400485-20210224-DLB20210216_415-DE
Reçu le 24/02/2021

- Enveloppe prévisionnelle relative aux diverses indemnités : 1 530 000 euros dont notamment :
 - Astreintes, CET : 95 000 euros
 - Régime indemnitaire : 1 285 000 euros
 - Heures supplémentaires : 150 000 euros

Les perspectives internes liées aux agents non titulaires :

Le recours à des agents contractuels pour la saison et pour surcroît d'activité sera maintenu cette année encore. Il est lié étroitement à la typologie de notre territoire et plus particulièrement à l'accroissement de la population pendant la période estivale. L'emploi de contractuel est aussi corrélé à la mise en œuvre des projets portés par le SICTOM comme le déploiement des bio déchets en composteurs partagés, l'extension de la collecte en Point d'Apport Volontaire et la nécessaire communication accompagnant ces actions.

A cet effet, dans le cadre de ce projet de territoire et pour mener à bien les actions de sensibilisation, de communication, d'information, d'accompagnement des usagers au geste de tri à la source et de valorisation des déchets organiques et afin d'assurer le suivi de ces actions, 4 emplois non permanents ont été créés.

D'une durée d'un an, ils concernent un poste d'ambassadeur de tri, un poste d'animateur et un poste d'animateur PLPD, ainsi qu'un poste de graphiste PAO.

Enfin, la collectivité travaille sur son nouveau modèle d'organisation avec une réflexion sur l'évolution de ses modes de collecte, la construction d'un nouveau centre de tri et les orientations sur le nouveau schéma directeur des déchèteries. A ce titre, la collectivité souhaite poursuivre sa politique de recrutement via des contractuels. Ce type de contrat permettant d'apporter de la souplesse dans la gestion des effectifs et ce dans l'attente du format définitif de l'organisation de ces services.

Enveloppe prévisionnelle de rémunération des non-titulaires : 2 580 000 euros

En synthèse, et selon les informations disponibles à la date de l'élaboration du présent rapport, la variation du chapitre 012, entre le BP 2020 et le BP 2021 représenterait une diminution de -3,2% en s'établissant à 13 091 000 €.

2/ RECETTES DE FONCTIONNEMENT : ASSURER UNE CROISSANCE DE 1,7% PAR AN

Le SICTOM continue de bénéficier de bases de TEOM dynamiques, signe d'une forte attractivité du territoire. Ainsi, elles permettent d'enregistrer une hausse annuelle de TEOM de l'ordre de 2%.

Cependant, cette augmentation est liée aussi à un accroissement de la population de notre territoire, entraînant de facto des tonnages supplémentaires à traiter.

Pour 2021, le SICTOM devrait encaisser 1,5M€ supplémentaire de TEOM par rapport à 2020 dont une partie est liée à la fin de la convention liant le syndicat à la CAHM, prévue le 30 juin 2021.

Les participations des EPCI membres ont fait l'objet d'une estimation, reprenant les bases de 2020 majorées de 2%.

Les titres de recettes ont été émis dans les 1ers jours de janvier sur la base des participations 2020 afin que les collectivités puissent rapidement déclencher le 1^{er} versement. Elles seront ensuite actualisées dans le courant du 2^{ème} trimestre 2021

Le montant prévisionnel des participations est estimé à 27 441 534 €.

Les participations financières des collectivités membres :

Les participations demandées aux EPCI membres pour le BP 2021 (27 441 534 €) représentent environ 77% des ressources de fonctionnement du SICTOM. Elles se répartissent de la manière suivante :

| | |
|--------------------------------|-----------------------|
| CAHM : | 20 046 231 €(73,05%) |
| CC CLERMONTAIS (pour Fontès) : | 191 697 € (0,71 %) |
| CABM : | 3 654 405 € (13,31 %) |
| CC AVANTS MONTS : | 3 549 201 € (12,93 %) |

Ces participations sont estimatives et seront ajustées en plus ou en moins en fonction des sommes réellement perçues par les EPCI, après transmission au service Finances du SICTOM des états 1259 TEOM.

La redevance spéciale et les accès en déchèteries : 2 198 K€

Le montant attendu pour la RS a été revu à la baisse car il est impossible, à ce jour, de mesurer l'impact de la crise sanitaire sur l'activité 2021. Le choix a été fait de maintenir le niveau de RS 2021 sur celui de 2020. Ce même schéma a été repris concernant les recettes provenant des accès des professionnels en déchèterie

Les reventes de matériaux : 778 K€

Malgré un léger sursaut sur la revente des papiers/cartons dans le courant 2020, les perspectives 2021 ne semblent pas confirmer cette embellie. Les prévisions de recettes sont en légère baisse de 30 K€ par rapport à 2020

Les éco-organismes : 1 600 K€

Les redevances et loyers : 360 K€

Ce montant intègre, outre la redevance et le loyer dus par COVED pour VALOHé, une redevance pour les tonnages extérieurs qui rentreraient sur le site de COVED et reversée au SICTOM (70K€) et 22K€ de redevance payable par Vents d'Oc au titre de l'exploitation de la centrale photovoltaïque de l'ancien site du CET de Bessan.

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT du budget prévisionnel 2021 devrait trouver son point d'équilibre autour de 37,1 M€ (pour mémoire : 35,71M€ au BP 2020).

INVESTISSEMENT 2021

Cette année de transition se reflète aussi dans le niveau de crédits inscrits en section d'investissement. 3 impératifs ont été retenus :

Ne pas emprunter plus que le montant annuel du remboursement du capital de la dette afin de ne pas accroître le niveau d'endettement

Utiliser une partie du fond de roulement de la collectivité en sus de ses fonds propres pour financer les investissements

Prioriser les investissements :

- assurant la sécurité des installations et des matériels
- dont le renouvellement est obligatoire pour l'accomplissement de nos missions
- nécessaires pour réaliser des projets structurants ou générant des économies de fonctionnement en y intégrant une réflexion sur la durée attendue du retour sur investissement et en tenant compte du coût global de l'opération

Ces investissements devront s'inscrire autant que possible dans le cadre des programmes d'aides financières tel le **Plan de Relance**, dans son dispositif de **modernisation des centres de tri, recyclage et valorisation des déchets**. Les volets retenant plus particulièrement notre attention sont :

- Acquisition d'équipements facilitant le tri à la source, la collecte et la valorisation des biodéchets,
- Tri des déchets recyclables (mise en place de PAV dédiés et modernisation des centres de tri).

En parallèle, le SICTOM va soumissionner au programme d'aides porté par **CITEO** dans le cadre de la modernisation de sa collecte avec des soutiens financiers permettant d'envisager une transition plus rapide vers une collecte en points d'apport volontaire.

Les dépenses de la section d'investissement intégreront les restes à réaliser d'un montant de 1,049M€ et consacrera 4,120 M€ pour ses nouveaux investissements (hors opérations d'ordre et remboursement du capital de la dette).

LA SECTION D'INVESTISSEMENT du budget prévisionnel 2021 devrait s'équilibrer autour de 7,109 M€ (contre de 10 à 12 M€ lors des exercices précédents). Ce montant se décompose entre 4,120 M€ pour les nouveaux investissements, 1,780 M€ dédié au remboursement de la dette et 1,049 M€

Extrait PPI 2021 :

| | |
|---------------------------------------------------------------------|---------|
| 1Micro benne+ caisson lavage+ équipement GPS de 5 BOM | 347 000 |
| Colonnes PAV+ struct enterrées | 577 800 |
| Compacteurs déchèteries + bennes+ armoires DMS | 241 000 |
| Travaux quai d'Agde (entrée +1 ^{ère} tranche pont roulant) | 867 509 |
| Acquisition terrain Roches bleues | 250 000 |
| AMO Centre de tri | 454 665 |
| Bacs OM et biodéchets | 220 000 |
| Grappin quai transfert Agde | 75 000 |
| Alarme incendie et vidéo-protection | 70 000 |
| Convention CD 34 accès routier +taxes sur permis construire Valohé | 337 145 |

3/ RECETTES D'INVESTISSEMENT : STABILISER L'ENCOURS DE LA DETTE A 12,8 M€

L'affectation du résultat (compte 1068) prévisionnel est de 31 000 €, venant couvrir le déficit de la section d'investissement. Le besoin d'emprunt pour cet exercice est d'environ 1 780 000 €, respectant ainsi l'objectif fixé.

Les autres recettes de la section sont constituées par le FCTVA (1,27M€), les dotations aux amortissements (2,561M€), les subventions et participations (0,75 M€) et cessions de biens (0,30M€). L'équilibre de la section est établi par le virement entre sections d'un montant de 0,414M€.

ETAT DE LA DETTE AU 01/01/2021

ETAT DE LA DETTE

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat constaté - montants en Euros

| N° RICHE | ANNEE REALISATION | LIBELLE | PRETEUR | DUREE EN ANNEES | TYPE TAUX | INDICE | TAUX ACTUARIEL (%) | PÉRIODE | DATE 1ERE ANNEE INTERET | DATE 1ERE ANNEE AMORT. | CAPITAL | ENCOURS AU 01/01/2021 | ICNE | INTERET | AMORT | ANNUITE | |
|----------------------|-------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-----------------|-----------|-----------|--------------------|---------|-------------------------|------------------------|--------------|-----------------------|----------------------|------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| 1 | 2002 | INVESTISSEMENT 2002 | 00521 - CAISSE D'EPARGNE | 20 | F | TAUX FIXE | 5,09 | T | 25/07/2003 | 25/07/2003 | 750 000,00 | 139 107,48 | 784,01 | 5 961,18 | 53 578,38 | 59 539,56 | |
| 4 | 2006 | FINANCEMENTS 2006 | 01969 - SOCIETE GENERALE | 15 | F | TAUX FIXE | 3,96 | T | 22/03/2007 | 22/03/2007 | 4 000 000,00 | 266 666,48 | 0,00 | 6 500,00 | 266 666,48 | 273 166,48 | |
| 12 | 2004 | DECHETTERIE | 00521 - CAISSE D'EPARGNE | 22 | V | E12M-POST | 3,80 | A | 25/03/2005 | 25/03/2005 | 150 000,00 | 36 841,43 | 188,03 | 279,99 | 9 720,01 | 10 000,00 | |
| 14 | 2004 | INVEST 2004 : REHABILITATION DE CHAR | 00521 - CAISSE D'EPARGNE | 25 | F | TAUX FIXE | 2,90 | A | 25/01/2006 | 25/01/2006 | 55 000,00 | 23 664,21 | 726,22 | 829,19 | 1 458,40 | 2 287,59 | |
| 15 | 2004 | CONSOLIDATION PARTIELLE LC N°ALR20 | 00521 - CAISSE D'EPARGNE | 25 | F | TAUX FIXE | 2,25 | A | 25/01/2006 | 25/01/2006 | 65 000,00 | 31 228,00 | 194,74 | 227,03 | 2 527,59 | 2 754,62 | |
| 16 | 2008 | EMPRUNT 2008 | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 20 | F | TAUX FIXE | 5,22 | M | 26/01/2009 | 26/01/2009 | 1 000 000,00 | 399 999,52 | 248,89 | 19 306,64 | 50 000,04 | 69 306,68 | |
| 17 | 2007 | EMPRUNT 2007 | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 15 | F | TAUX FIXE | 4,68 | T | 28/03/2008 | 28/03/2008 | 1 000 000,00 | 133 333,16 | 25,56 | 4 983,32 | 66 666,68 | 71 650,00 | |
| 21 | 2001 | DECHETTERIE D'UN MONTANT DE 178970 | 00521 - CAISSE D'EPARGNE | 25 | F | TAUX FIXE | 5,86 | S | 25/05/2002 | 25/05/2002 | 178 790,00 | 76 498,76 | 379,87 | 4 262,35 | 10 663,11 | 14 925,46 | |
| 24 | 2009 | INVESTISSEMENTS 2009 | 00521 - CAISSE D'EPARGNE | 12 | F | TAUX FIXE | 2,17 | M | 25/01/2010 | 25/01/2010 | 1 000 000,00 | 83 333,92 | 0,00 | 974,25 | 83 333,92 | 84 308,17 | |
| 27 | 2013 | INVESTISSEMENTS 2012 D'UN MONTANT | 00521 - CAISSE D'EPARGNE | 15 | F | TAUX FIXE | 4,48 | M | 25/03/2013 | 25/03/2013 | 300 000,00 | 143 333,02 | 89,62 | 5 849,66 | 20 000,04 | 25 849,70 | |
| 28 | 2013 | INVESTISSEMENT 2012 | 00516 - CAISSE DES DEPOTS ET CON | 15 | F | TAUX FIXE | 4,80 | A | 30/04/2013 | 30/04/2013 | 400 000,00 | 217 537,02 | 7 449,07 | 9 553,99 | 26 296,78 | 35 850,77 | |
| 31 | 2015 | EMPRUNT 2015 | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 0 | F | TAUX FIXE | 2,67 | M | 01/04/2015 | 01/04/2015 | 430 000,00 | 306 374,77 | 626,72 | 7 823,04 | 21 500,04 | 29 323,08 | |
| 32 | 2015 | INVESTISSEMENT 2015 | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 20 | F | TAUX FIXE | 1,95 | T | 01/12/2015 | 01/12/2015 | 1 475 000,00 | 1 087 812,50 | 1 614,05 | 20 248,99 | 73 750,00 | 93 998,99 | |
| 33 | 2015 | EMPRUNTS 2015 INVESTISSEMENT | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 25 | F | TAUX FIXE | 2,09 | T | 01/12/2015 | 01/12/2015 | 1 525 000,00 | 1 204 750,00 | 1 953,91 | 24 228,43 | 61 000,00 | 85 228,43 | |
| 34 | 2015 | EMPRUNT 2015 INVESTISSEMENT | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 15 | F | TAUX FIXE | 1,69 | T | 01/12/2015 | 01/12/2015 | 770 000,00 | 500 500,07 | 617,60 | 7 940,63 | 51 333,32 | 59 273,95 | |
| 35 | 2016 | REQUALIFICATION QT AGDE | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 15 | F | TAUX FIXE | 0,97 | M | 01/01/2017 | 01/01/2017 | 500 000,00 | 366 666,56 | 261,11 | 3 303,05 | 33 333,36 | 36 636,41 | |
| 36 | 2016 | EXTENSION SIEGE | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 20 | F | TAUX FIXE | 1,19 | M | 01/01/2017 | 01/01/2017 | 250 000,00 | 199 599,84 | 181,25 | 2 253,54 | 12 500,04 | 14 753,58 | |
| 37 | 2016 | MATERIELS ROLLANTS | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 8 | F | TAUX FIXE | 0,59 | M | 01/01/2017 | 01/01/2017 | 200 000,00 | 100 000,16 | 33,13 | 469,32 | 24 999,96 | 25 469,28 | |
| 38 | 2016 | REQUALIFICATION QT AGDE | 00516 - CAISSE DES DEPOTS ET CON | 15 | F | TAUX FIXE | 0,93 | T | 11/04/2017 | 11/04/2017 | 500 000,00 | 381 547,78 | 510,68 | 3 472,93 | 32 295,95 | 35 768,88 | |
| 39 | 2016 | EXTENSION SIEGE | 00516 - CAISSE DES DEPOTS ET CON | 20 | F | TAUX FIXE | 1,14 | T | 11/04/2017 | 11/04/2017 | 250 326,30 | 207 700,37 | 347,62 | 2 318,01 | 11 672,23 | 13 990,24 | |
| 40 | 2019 | INVESTISSEMENTS 2018 | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 7 | F | TAUX FIXE | 0,78 | M | 01/04/2019 | 01/04/2019 | 3 000 000,00 | 2 264 695,74 | 1 150,11 | 15 527,87 | 424 625,93 | 440 053,80 | |
| 41 | 2019 | FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS A | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 15 | F | TAUX FIXE | 0,47 | M | 01/01/2020 | 01/01/2020 | 1 000 000,00 | 935 746,02 | 377,50 | 4 714,38 | 64 600,50 | 69 314,88 | |
| 42 | 2019 | FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS B | 05160 - LA BANQUE POSTALE | 10 | F | TAUX FIXE | 0,35 | M | 01/01/2020 | 01/01/2020 | 1 500 000,00 | 1 364 568,20 | 334,49 | 4 278,01 | 148 230,19 | 152 509,20 | |
| 43 | 2020 | INVESTISSEMENTS 2020 | 02681 - CREDIT AGRICOLE | 10 | F | TAUX FIXE | 0,39 | M | 28/01/2021 | 28/01/2021 | 2 300 000,00 | 2 300 000,00 | 62,21 | 8 136,86 | 226 292,46 | 234 429,32 | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | | | | | | | 22 599 116,30 | 12 771 905,01 | 18 126,35 | 163 443,56 | 1 776 945,41 | 1 940 389,07 |

Principaux ratios applicables au BP 2021

Deux ratios sont particulièrement sensibles et reflètent la bonne santé financière de la collectivité. Il s'agit d'une part du **taux d'épargne brute** (niveau préconisé de 10 %) calculé comme indiqué ci-dessous :

$$\frac{\text{Recettes Réelles de fonctionnement} - \text{Dépenses Réelles de fonctionnement}}{\text{Recettes Réelles de fonctionnement}}$$

Et d'autre part, une **capacité de désendettement** (durée maximale de 10 ans), calculée par :

Pour mémoire, la CAF brute était de 1 417 K€ en 2019 et de 428,9 K€ en 2020, tandis que la CAF nette (CAF brute- remboursement du capital) était négative en 2019 et en 2020.

La capacité de désendettement de la collectivité était de 28 ans au 1/1/2020 (base BP)

En 2021, ces chiffres évoluent de la manière suivante :

La CAF brute est de 2 514 K€ tandis que la CAF nette est de 734 K€

Le taux d'épargne brute est de 7.7%

L'encours de la dette est de 12 771 905 € au 01/01/2021.

La capacité de désendettement de la collectivité est de 4,82 ans au 1/1/2021

Si le ratio relatif à la capacité de désendettement est bon, il n'en est pas de même pour celui concernant le taux d'épargne brut. Il indique que l'écart entre le niveau de recettes et celui des dépenses n'est pas suffisant.

Ci-dessous, tableau prévisionnel d'amortissement des emprunts au 01 janvier 2021 :

TABLEAU PRÉVISIONNEL

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat constaté - montants en Euros

| ANNÉE | AMORTISSEMENT | INTÉRÊT | ANNUITÉ | ENCOURS |
|----------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|
| | | | | 10 994 |
| 2021 | 1 776 945,41 | 163 443,66 | 1 940 389,07 | 959,60 |
| 2022 | 1 437 865,80 | 133 803,91 | 1 571 669,71 | 9 557 093,80 |
| 2023 | 1 351 503,07 | 113 862,25 | 1 465 365,32 | 8 205 590,73 |
| 2024 | 1 329 803,70 | 97 842,14 | 1 427 645,84 | 6 875 787,03 |
| 2025 | 1 312 460,73 | 82 296,85 | 1 394 757,58 | 5 563 326,30 |
| 2026 | 966 794,17 | 90 108,37 | 1 056 902,54 | 4 596 532,13 |
| 2027 | 861 720,10 | 54 118,27 | 915 838,37 | 3 734 812,03 |
| 2028 | 809 151,50 | 43 905,10 | 853 056,60 | 2 925 660,53 |
| 2029 | 758 061,34 | 35 726,47 | 793 787,81 | 2 167 599,19 |
| 2030 | 619 170,09 | 30 383,96 | 649 554,05 | 1 548 429,10 |
| 2031 | 318 688,01 | 23 480,58 | 342 168,59 | 1 229 741,09 |
| 2032 | 259 437,48 | 19 166,06 | 278 603,54 | 970 303,61 |
| 2033 | 250 892,39 | 15 261,19 | 266 153,58 | 719 411,22 |
| 2034 | 251 421,68 | 11 375,44 | 262 797,12 | 467 989,54 |
| 2035 | 147 875,65 | 7 798,19 | 155 673,84 | 320 113,89 |
| 2036 | 87 344,88 | 5 694,07 | 93 038,95 | 232 769,01 |
| 2037 | 65 019,01 | 4 251,56 | 69 270,57 | 167 750,00 |
| 2038 | 61 000,00 | 2 969,94 | 63 969,94 | 106 750,00 |
| 2039 | 61 000,00 | 1 719,43 | 62 719,43 | 45 750,00 |
| 2040 | 45 750,00 | 468,94 | 46 218,94 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | 12 771 905,01 | 937 676,38 | 13 709 581,39 | 60 430 368,80 |

Conclusion

Le syndicat, comme toutes les collectivités en charge du traitement des déchets, va subir une forte pression financière dans les années à venir, à travers l'augmentation de la TGAP. La collectivité devra mobiliser tous les leviers d'optimisation des recettes et dans le même temps, elle devra agir fortement sur le rythme d'accroissement des dépenses en le maintenant à un niveau le plus bas possible.

En agissant simultanément sur ces 2 leviers et en inversant ainsi la tendance constatée sur ces derniers exercices, le Syndicat vise à améliorer, à un horizon raisonnable de 2 à 3 ans, ses ratios financiers.

En recouvrant des marges de manœuvre financières plus confortables, le SICTOM PEZENAS AGDE préserve ainsi sa capacité à investir et lui permettra de finaliser les projets ambitieux qu'il porte avec une

Après la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire,

Le Comité Syndical,

Où l'exposé de son Président,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire,

ADOpte le Rapport d'Orientation Budgétaire

Ont signé au registre les membres présents.

Fait les jours mois et an susdits.

Le Président,



Sébastien FREY
SICTOM

Le Président :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la transmission au représentant de l'État le 24/02/2021 et de sa publication le 24/02/2021

A Nézignan l'Évêque, le 24/02/2021